

Lettre ouverte

Les enfants sacrifiés de la République

Par la présente, nous souhaitons vous alerter quant aux situations dramatiques que vivent et endurent les enfants confiés au Conseil Départemental de la Gironde, placés au Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille d'Eysines.


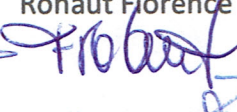
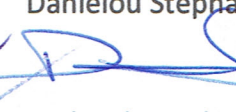
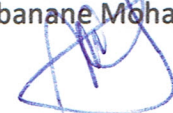
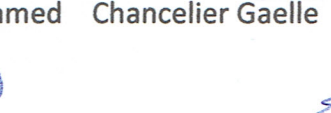
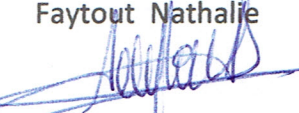
En dépit d'alertes souvent répétées par les agents en mission de service public du CDEF, tant envers la direction que les élus du Conseil départemental et l'Agence Régionale de Santé, **des situations de fugues quotidiennes, d'abus sexuels, de viols entre usagers, d'agressions physiques, de passages à l'acte violents entre enfants et sur le personnel, perdurent (au minimum 190 évènements répertoriés 2016/2017).**

Ainsi, l'absence de réponses constructives et de réactions de nos instances, **banalisent et finalement cautionnent une violence omniprésente et devenue endémique dans cet établissement.**

Le CDEF accueille essentiellement des enfants dont les situations sont les plus complexes du département, relevant du secteur médico-social. Les problématiques soulevées par l'accueil de ces enfants en grande difficulté sont multiples : dimension psychiatrique, troubles du comportement, difficultés sociales sévères. Cette mixité génère au quotidien des situations extrêmement tendues, un climat délétère, incompatible avec la vie en collectivité.

Sans qu'il soit à aucun moment question de remettre en cause l'inconditionnalité de l'accueil de mineurs au CDEF, **il est néanmoins urgent de faire cesser ces maltraitances institutionnelles** et de mettre en œuvre des moyens concrets en adéquation avec la population accueillie. Nous ne pouvons plus aujourd'hui assumer notre mission de protection des mineurs, **nous avons le sentiment d'être en situation de non-assistance à enfants en danger, et d'endosser une responsabilité morale mais aussi pénale.**

Les enfants de la République sont en danger. En tant que citoyens, nous ne pouvons pas ne pas dénoncer cette situation insupportable. Nous voulons briser cette forme de « loi du silence » qui règne sur le CDEF d'Eysines et lever la chape de plomb qui pèse sur l'Aide Sociale à l'Enfance en Gironde.

Lagrebi Fatima Rohaut Florence Danielou Stephane Seville-Maye Magalie
   
Hadjtaieb Ahmed Elbanane Mohamed Chancelier Gaelle Faytout Nathalie
  
Cots Pierre Ghoslaine Khalid
